

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2007 — 4737 (2007 — 2282)

[C — 2007/29400]

8 MAART 2007. — Decreet betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs. – Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 5 juni 2007, op bladzijde 30280, in de Franse tekst, dienen voorgaande tabellen bijgevoegd te worden.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2007 — 4738

[C — 2007/29397]

12 OCTOBRE 2007. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française donnant force obligatoire à la décision du 22 mai 2007 de la Commission paritaire centrale de l'enseignement supérieur non universitaire libre confessionnel relative à l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) et à la protection de la vie privée

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel d'éducation des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, notamment son article 177;

Vu la demande de la Commission paritaire centrale de l'enseignement supérieur non universitaire libre confessionnel;

Sur proposition de la Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales et du Ministre du Budget, en charge du Sport et de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la décision du 22 mai 2007 de la Commission paritaire centrale de l'enseignement supérieur non universitaire libre confessionnel relative à l'utilisation des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) et à la protection de la vie privée et libellée comme suit :

« CHAPITRE I^{er}. — *Portée de la décision.*

Article 1^{er}. La présente décision s'applique aux membres du personnel et aux pouvoirs organisateurs relevant de la compétence de la commission paritaire centrale de l'enseignement supérieur non universitaire libre confessionnel.

Art. 2. La présente décision a pour objet, en ce qui concerne le contrôle des données de communications électroniques en réseau de garantir d'une part, dans la relation de travail, le respect de la vie privée du membre du personnel à l'égard de données à caractère personnel et, d'autre part, les prérogatives du pouvoir organisateur lui permettant d'assurer le bon fonctionnement de l'établissement.

CHAPITRE II. — *Définition.*

Art. 3. Pour l'application de la présente décision, on entend par données de communications électroniques en réseau, notamment les courriers électroniques y compris les pièces attachées et autres services d'internet, les données relatives aux communications électroniques transitant par réseau, entendues au sens large et indépendamment du support par lequel elles sont transmises ou reçues par un membre du personnel dans le cadre de la relation de travail.

CHAPITRE III. — *Engagement des parties*

Art. 4. Les parties signataires affirment les principes suivants :

- les membres du personnel reconnaissent le principe selon lequel le pouvoir organisateur dispose d'un droit de contrôle sur l'outil de travail et sur l'utilisation de cet outil par le membre du personnel dans le cadre de l'exécution de ses obligations contractuelles, y compris lorsque cette utilisation relève de la sphère privée, dans le respect des modalités d'application visées au Chapitre IV de la présente décision;

les pouvoirs organisateurs respectent le droit des membres du personnel à la protection de la vie privée dans le cadre de la relation de travail et des droits et obligations que celle-ci implique pour chacune des parties; de plus, ils reconnaissent que la présente décision ne peut porter préjudice à l'exercice des activités syndicales dans l'établissement.

CHAPITRE IV. — *Modalités d'application.*

Art. 5. Le contrôle des données de communications électroniques en réseau n'est autorisé que pour autant qu'il satisfait aux principes de finalité et de proportionnalité précisés aux articles 6 et 7 ci-après ainsi qu'au principe de transparence défini à l'article 8.

Art. 6. Le contrôle de données de communications électroniques en réseau n'est autorisé que lorsque l'une ou plusieurs des finalités suivantes est ou sont poursuivies :

1° la prévention de faits illicites ou diffamatoires, de faits contraires aux bonnes mœurs ou susceptibles de porter atteinte à la dignité d'autrui;

2° la protection des informations à caractère confidentiel;

3° la sécurité et/ou le bon fonctionnement technique des systèmes informatiques en réseau de l'établissement, en ce compris le contrôle des coûts y afférents, ainsi que la protection physique des installations de l'établissement;

4° le respect de bonne foi des principes et règles d'utilisation des technologies en réseau fixés dans le règlement de travail de l'établissement et du PO.

Le pouvoir organisateur définit clairement et de manière explicite la ou les finalités du contrôle.

Art. 7. Par principe, le contrôle des données de communications électroniques en réseau ne peut entraîner une ingérence dans la vie privée du membre du personnel.

Si toutefois ce contrôle entraîne une telle ingérence, celle-ci doit être réduite au minimum c'est-à-dire ne viser qu'à collecter les données de communications électroniques en réseau nécessaires au contrôle en fonction de la ou des finalités légitimes poursuivies.

Art. 8. Le pouvoir organisateur qui souhaite installer un système de contrôle des données de communications électroniques en réseau, informe préalablement le Conseil d'entreprise ou, à défaut, le Comité pour la prévention et la protection au travail ou, à défaut, la délégation syndicale, ou à défaut l'ensemble des membres du personnel sur tous les aspects de contrôle visés à l'article 10.

Art. 9. Lors de l'installation du système de contrôle des données de communications électroniques en réseau, le pouvoir organisateur informe les membres du personnel sur tous les aspects de contrôle visés à l'article 10.

Cette information doit être effective, compréhensible et mise à jour. En particulier, elle doit être donnée à tout nouveau membre du personnel.

Cette information ne dispense pas les parties de respecter le principe d'exécution de bonne foi des conventions.

Le choix du support de cette information est laissé au pouvoir organisateur.

Art. 10. L'information collective et individuelle prévue aux articles 8 et 9 porte sur les aspects suivants du contrôle des données de communications électroniques en réseau :

1° la politique de contrôle ainsi que les prérogatives du pouvoir organisateur et du personnel habilité par lui à procéder à ce contrôle;

2° la ou les finalités poursuivies;

3° le fait que les données personnelles soient ou non conservées, le lieu et la durée de conservation;

4° le caractère permanent ou non du contrôle.

En outre, l'information individuelle visée à l'article 9 porte sur :

5° l'utilisation de l'outil mis à la disposition des membres du personnel pour l'exécution de leur travail en ce compris lorsque cet outil est partagé par des collègues ou étudiants; en particulier, les limites à l'utilisation fonctionnelle de l'outil;

6° les droits, devoirs et obligations des membres du personnel et les interdictions éventuelles prévues dans l'utilisation des moyens de communications électroniques en réseau dans l'établissement, en ce compris lorsque ces moyens sont partagés par des collègues ou des étudiants;

7° les sanctions éventuellement encourues en cas de manquement.

Art. 11. Une évaluation des systèmes de contrôle installés et de leur utilisation est en outre régulièrement réalisée selon le cas en Conseil d'entreprise, ou à défaut en Comité pour la prévention et la protection au travail, ou à défaut avec la délégation syndicale de manière à faire des propositions en vue de les revoir en fonction des développements technologiques et légaux.

Art. 12. Le pouvoir organisateur ne peut individualiser les données de communications électroniques en réseau collectées lors d'un contrôle d'une manière incompatible avec la ou les finalités poursuivies et visées à l'article 6.

L'individualisation directe des données de communications électroniques en réseau est autorisée lorsque le contrôle poursuit une ou plusieurs des finalités visées à l'article 6, 1°, 2° ou 3°.

Par individualisation des données de communications électroniques en réseau, il convient de comprendre, au sens de la présente décision, l'opération consistant à traiter les données de communications électroniques en réseau collectées lors d'un contrôle effectué par le pouvoir organisateur en vue de les attribuer à un membre du personnel identifié ou identifiable.

En cas d'utilisation de l'outil partagée avec des collègues ou étudiants, ces derniers doivent pouvoir être identifiés de manière distincte de l'identification du membre du personnel ayant ceux-ci en charge.

Le pouvoir organisateur individualise les données de communications électroniques en réseau de bonne foi et en conformité avec la ou les finalités que poursuit ce contrôle.

Le pouvoir organisateur prend toutes les dispositions qui s'imposent pour éviter que les données de communications électroniques en réseau soient collectées et individualisées pour d'autres finalités que celles qu'il a déterminées. Il veillera en particulier à ce que ces données de communications collectées et individualisées soient adéquates, pertinentes et non excessives en regard des finalités qu'il a déterminées.

Art. 13. Lorsque le contrôle poursuit la finalité visée à l'article 6, 4°, l'individualisation des données de communications électroniques en réseau n'est autorisée que moyennant le respect d'une phase préalable d'information.

Cette information a pour but de porter à la connaissance du ou des membres du personnel, de manière certaine et compréhensible, l'existence de l'anomalie et de les avertir d'une individualisation des données de communications électroniques en réseau lorsqu'une nouvelle anomalie de même nature sera constatée.

Art. 14. Le membre du personnel auquel une anomalie d'utilisation des moyens de communications électroniques en réseau peut être attribuée par la procédure d'individualisation indirecte visée à l'article 13 sera invité à un entretien par le pouvoir organisateur.

Cet entretien a pour but de permettre au membre du personnel de s'expliquer sur l'utilisation faite par lui des moyens de communications électroniques en réseau mis à sa disposition.

La finalité de cet entretien sera explicitement et clairement exprimée dans l'invitation écrite qui est faite au membre du personnel. Ce dernier peut se faire accompagner par un représentant d'une organisation syndicale représentative, par un avocat ou par un défenseur choisi parmi les membres du personnel en activité de service ou pensionnés de l'enseignement libre subventionné.

Le cas échéant, il ne peut se substituer à la procédure disciplinaire proprement dite telle que prévue dans les dispositions statutaires en vigueur.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 15. La présente décision est conclue pour une durée indéterminée.

Elle pourra être révisée ou dénoncée à la demande de la partie signataire la plus diligente, moyennant un préavis de six mois.

La partie qui prend l'initiative de la révision ou de la dénonciation doit en indiquer les motifs et déposer des propositions d'amendement auprès du Président de la Commission paritaire centrale de l'enseignement supérieur non universitaire libre confessionnel.

Art. 16. La présente décision est exécutoire à partir de l'année académique 2007-2008.

Art. 17. Les parties signataires de la présente décision demandent au Gouvernement de la Communauté française la force obligatoire. »

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Art. 3. Le Ministre qui a dans ses attributions les statuts des membres du personnel de l'enseignement supérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 octobre 2007.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,
Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président, Ministre du Budget en charge du Sport et de la Fonction publique,
M. DAERDEN

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2007 — 4738

[C — 2007/29397]

12 OKTOBER 2007. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap waarbij de beslissing van 22 mei 2007 van de Centrale Paritaire Commissie voor het confessioneel vrij niet-universitair hoger onderwijs betreffende het gebruik van de informatie- en communicatietechnologieën (ICT) en betreffende de bescherming van de persoonlijke levenssfeer verbindend wordt verklaard

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 24 juli 1997 dat het statuut bepaalt van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van de hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, inzonderheid op artikel 177;

Gelet op de aanvraag van de Centrale paritaire commissie voor het confessioneel vrij niet-universitair hoger onderwijs;

Op de voordracht van de Minister van Hoger onderwijs, Wetenschappelijk onderzoek en Internationale betrekkingen en van de Minister van Begroting, belast met de Sport en de Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De beslissing van 22 mei 2007 van de Centrale paritaire commissie voor het confessioneel vrij niet-universitair hoger onderwijs betreffende het gebruik van de Informatie- en Communicatietechnologieën (ICT) en betreffende de bescherming van de persoonlijke levenssfeer wordt verbindend verklaard en luidt als volgt:

HOOFDSTUK I. — *Strekking van de beslissing*

Artikel 1. Deze beslissing is van toepassing op de personeelsleden en de inrichtende machten die behoren tot de bevoegdheid van de centrale paritaire commissie voor het confessioneel vrij niet-universitair hoger onderwijs.

Art. 2. Deze beslissing heeft, wat betreft de controle op de elektronische on-linecommunicatiegegevens, enerzijds in de arbeidsverhouding de bescherming van de persoonlijke levenssfeer van het personeelslid tegenover persoonlijke gegevens en anderzijds de prerogatieven van de inrichtende machten die hem toelaten de goede werking van de instelling te garanderen, te waarborgen.

HOOFDSTUK II. — *Definitie*

Art. 3. Voor de toepassing van deze beslissing wordt onder elektronische on-linecommunicatiegegevens, inzonderheid de e-mails met inbegrip van de attachments en andere internetdiensten, de gegevens verstaan betreffende de elektronische communicaties die on-line gebeuren, in de brede zin en onafhankelijk van de drager voor het verzenden of ontvangen door een personeelslid in het kader van de arbeidsverhouding.

HOOFDSTUK III. — *Verbintenis van de partijen*

Art. 4. De ondertekenende partijen garanderen de volgende principes :

- de personeelsleden erkennen het principe volgens welk de inrichtende macht over een controlerecht bezit over het bedrijfsapparaat en over het gebruik van dat bedrijfsapparaat door het personeelslid in het kader van de uitvoering van zijn verplichtingen, ook wanneer dat gebruik tot de persoonlijke levenssfeer behoort, met inachtneming van de van toepassing zijnde modaliteiten bedoeld in Hoofdstuk IV van deze beslissing;

de inrichtende machten eerbiedigen de rechten van de personeelsleden op de bescherming van de persoonlijke levenssfeer in het kader van de arbeidsverhouding en de rechten en plichten die deze voor elke partij impliceert; daarenboven erkennen zij dat deze beslissing de uitoefening van de syndicale activiteiten in de instelling niet kan storen.

HOOFDSTUK IV. — *Toepassingsmodaliteiten.*

Art. 5. De controle van de elektronische on-linecommunicatiegegevens wordt enkel toegelaten voor zover ze voldoet aan de principes van finaliteit en evenredigheid bedoeld in de hierna vermelde artikelen 6 en 7 alsmede aan de principes van transparantie bedoeld in artikel 8.

Art. 6. De controle van de elektronische on-linecommunicaties wordt enkel toegelaten wanneer een of meerdere van de volgende finaliteiten worden nagestreefd :

1° de preventie van onwettige of beledigende feiten, van feiten die tegen de goede zeden zijn of de waardigheid van een ander zouden kunnen aantasten;

2° de bescherming van de vertrouwelijke informatie;

3° de veiligheid en/of de goede technische werking van de on-line functionerende computersystemen van de instelling, met inbegrip van de controle van de kosten die daarop betrekking hebben, alsmede de fysieke bescherming van de installaties van de instelling;

4° de naleving te goeder trouw van de principes en regels voor het gebruik van de on-linetechnologieën vastgesteld in het arbeidsreglement van de instelling en van de Inrichtende macht.

De inrichtende macht bepaalt precies en uitvoerig de finaliteit(en) voor de controle.

Art. 7. Uit principe kan de controle van de elektronische on-linecommunicatiegegevens geen inmenging veroorzaken in de persoonlijke levenssfeer van het personeelslid.

Als die controle evenwel zulke inmenging veroorzaakt, moet deze tot het minimale worden beperkt, en slechts de elektronische on-linecommunicatiegegevens beogen die nodig zijn in functie van de vooropgestelde rechtmatige finaliteiten.

Art. 8. De inrichtende macht die een systeem wenst te installeren voor het controleren van de elektronische on-linecommunicatiegegevens, informeert op voorhand de Ondernemingsraad of bij gebrek het Comité voor preventie en bescherming op het werk of, bij ontstentenis daarvan, de vakvereniging of, bij ontstentenis daarvan, het geheel van de personeelsleden over alle aspecten van de controle bedoeld in artikel 10.

Art. 9. Bij de installatie van het systeem voor de controle op de elektronische on-linecommunicatiegegevens informeert de inrichtende macht de personeelsleden over de aspecten van de controle bedoeld in artikel 10.

Deze informatie moet effectief, verstaanbaar zijn en bijgewerkt worden. Deze moet inzonderheid meegedeeld worden aan elk nieuw personeelslid.

Deze informatie stelt de partijen ervan niet vrij het principe van de uitvoering te goeder trouw van de conventies na te leven.

De keuze van de informatiedrager wordt aan de inrichtende macht overgelaten.

Art. 10. De collectieve en individuele informatie bedoeld in de artikelen 8 en 9 heeft betrekking op de volgende aspecten van de controle op de elektronische on-linecommunicatiegegevens:

1° het controlebeleid alsmede de prerogatieven van de inrichtende macht en van het personeel dat door hem gemachtigd wordt die controle uit te voeren;

2° de beoogde finaliteit(en);

3° het feit dat de persoonlijke gegevens al dan niet bewaard zijn, de plaats en de duur van bewaring;

4° de al dan niet permanente aard van de controle.

Daarenboven heeft de in artikel 9 bedoelde individuele informatie betrekking op :

5° het gebruik van het bedrijfsapparaat ter beschikking gesteld van de personeelsleden voor de uitvoering van hun werk, ook wanneer dat bedrijfsapparaat gedeeld wordt met studenten of collega's; inzonderheid, de limieten voor het functionele gebruik van het bedrijfsapparaat;

6° de rechten, plichten en verplichtingen van de personeelsleden en de eventuele verboden voor het gebruik van de elektronische on-linecommunicatiemiddelen in de instelling, ook wanneer deze middelen gedeeld worden met studenten of collega's;

7° de eventuele sancties bij nalatigheid.

Art. 11. Een evaluatie van de geïnstalleerde controlesystemen en hun gebruik wordt daarenboven regelmatig gevoerd in de Ondernemingsraad of, bij ontstentenis daarvan, op het Comité voor preventie en bescherming op het werk of, bij ontstentenis daarvan, met de vakvereniging, zodat voorstellen gemaakt worden voor het herzien ervan in functie van de technologische en wettelijke ontwikkelingen.

Art. 12. De inrichtende macht kan de elektronische on-linecommunicatiegegevens die bij een controle werden verzameld op een wijze die onverenigbaar is met de finaliteit(en) bedoeld in artikel 6 niet individualiseren.

De directe individualisering van de elektronische on-linecommunicatiegegevens wordt toegelaten wanneer de controle een of meerdere finaliteiten beoogt bedoeld in artikel 6, 1°, 2° of 3°.

Onder individualisering van de gegevens van de elektronische on-linecommunicatiegegevens moet verstaan worden, in de zin van deze beslissing, de handeling die erin bestaat de elektronische on-linecommunicatiegegevens te verwerken die verzameld werden bij een controle uitgevoerd door de inrichtende macht om die aan een geïdentificeerd of identificeerbaar personeelslid toe te kennen.

Wanneer het gebruik van het bedrijfsapparaat gedeeld wordt met studenten moeten deze laatste duidelijk geïdentificeerd kunnen worden, afzonderlijk van het personeelslid onder wiens bevoegdheid zij staan.

De inrichtende macht individualiseert de elektronische on-linecommunicatiegegevens te goeder trouw en conform de finaliteiten van die controle.

De inrichtende macht treft alle maatregelen die nodig zijn om te vermijden dat de elektronische on-linecommunicatiegegevens voor een andere finaliteit verzameld en geïndividualiseerd zouden zijn dan deze die zij bepaald heeft. Zij zal er inzonderheid voor zorgen dat de verzamelde en geïndividualiseerde communicatiegegevens passend, relevant en niet-overmatig zouden zijn wat betreft de bepaalde finaliteiten.

Art. 13. Wanneer de controle de in artikel 6, 4° bedoelde finaliteit beoogt, wordt de individualisering van de elektronische on-linecommunicatiegegevens slechts toegelaten mits de naleving van een voorafgaande informatiefase.

Die informatie heeft tot doel op zekere en verstaanbare wijze het bestaan van de onregelmatigheid mee te delen aan het/de personeelslid(leden) en hen op de hoogte te brengen van een nieuwe individualisering van de elektronische on-linecommunicatiegegevens wanneer een onregelmatigheid van dezelfde aard zal worden vastgesteld.

Art. 14. Het personeelslid aan wie een onregelmatigheid kan worden toegewezen voor het gebruik van de elektronische on-linecommunicatiemiddelen door de procedure van onrechtstreekse individualisering bedoeld in artikel 13, zal uitgenodigd worden voor een gesprek door de inrichtende macht.

Dat gesprek heeft tot doel dat het personeelslid uitleg kan geven over het gebruik dat hij gemaakt heeft van de elektronische on-linecommunicatiemiddelen die te zijner beschikking werden gesteld.

De finaliteit van dat gesprek zal expliciet en duidelijk bepaald worden in de schriftelijke uitnodiging die naar het personeelslid gestuurd wordt. Het personeelslid kan begeleid worden door een vertegenwoordiger van een representatieve vakvereniging, door een advocaat of door een verdediger gekozen onder de personeelsleden in dienstactiviteit of in ruste gesteld van het gesubsidieerd vrij onderwijs.

In voorkomend geval kan het de tuchtprocedure zelf, zoals bepaald in de van kracht zijnde statutaire bepalingen, niet vervangen.

HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen.

Art. 15. Deze beslissing wordt gesloten voor een onbepaalde duur.

Ze zal herzien of opgezegd worden op de aanvraag van de meest gereede ondertekenende partij mits een opzeggingstermijn van zes maanden.

De partij die het initiatief neemt van de herziening of de opzegging moet de motieven ervan aanduiden en amendementsvoorstellen voorleggen bij de Voorzitter van de Centrale paritaire commissie van het confessioneel vrij niet-universitair hoger onderwijs.

Art. 16. Deze beslissing is uitvoerbaar vanaf het academiejaar 2007-2008.

Art. 17. De ondertekende partijen bij deze beslissing vragen aan de Regering van de Franse Gemeenschap dat de beslissing verbindend wordt verklaard. »

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Art. 3. De Minister tot wiens bevoegdheid de statuten van het personeel van het hoger onderwijs behoren, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 12 oktober 2007.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Vice-Presidente en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President, Minister van Begroting belast met Sport en Ambtenarenzaken,
M. DAERDEN

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2007 — 4739

[C - 2007/29394]

12 OCTOBRE 2007. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française donnant force obligatoire à la décision du 20 juin 2007 de la Commission paritaire centrale de l'enseignement supérieur non universitaire officiel subventionné relative à l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) et à la protection de la vie privée

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel d'éducation des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, notamment son article 248;

Vu la demande de la Commission paritaire centrale de l'enseignement supérieur non universitaire officiel subventionné;

Sur proposition de la Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales et du Ministre du Budget, en charge du Sport et de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la décision du 20 juin 2007 de la Commission paritaire centrale de l'enseignement supérieur non universitaire officiel subventionné relative à l'utilisation des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) et à la protection de la vie privée et libellée comme suit :

« CHAPITRE I^{er}. — *Portée de la décision*

Article 1^{er}. La présente décision s'applique aux membres du personnel et aux pouvoirs organisateurs relevant de la compétence de la commission paritaire centrale de l'enseignement supérieur non universitaire officiel subventionné.

Art. 2. La présente décision a pour objet, en ce qui concerne le contrôle des données de communications électroniques en réseau de garantir d'une part, dans la relation de travail, le respect de la vie privée du membre du personnel à l'égard de données à caractère personnel et, d'autre part, les prérogatives du pouvoir organisateur lui permettant d'assurer le bon fonctionnement de l'établissement.

CHAPITRE II. — Définition

Art. 3. Pour l'application de la présente décision, on entend par données de communications électroniques en réseau, notamment les courriers électroniques y compris les pièces attachées et autres services d'internet, les données relatives aux communications électroniques transitant par réseau, entendues au sens large et indépendamment du support par lequel elles sont transmises ou reçues par un membre du personnel dans le cadre de la relation de travail.